

tration, appui aux mécanismes locaux de règlement des conflits, recours croissant à l'écrit pour les transactions foncières sont autant d'approches prometteuses qui tentent d'apporter des réponses concrètes aux problèmes vécus par les ruraux.

Des stratégies de sécurisation existent...

Là, les ventes de terre existent mais ne sont pas reconnues localement comme quelque chose de normal, elles aboutissent souvent à des conflits ou des problèmes d'insécurité : vente sans l'accord des autres membres de la famille, aboutissant à des contestations ou des spoliations ; risque de double vente, etc. Le recours à des écrits informels fait partie des stratégies des paysans pour se sécuriser. Dans bien des cas, encourager la formalisation des transactions, sous forme de contrats écrits, en leur donnant une reconnaissance officielle dès lors qu'ils respectent quelques conditions simples pour éviter les ambiguïtés (y a-t-il accord de la famille sur la vente ? quel est le contenu précis de la transaction ? témoins,

etc.) est aussi une façon de sécuriser le foncier. Là où de nombreuses transactions existent, impliquant des acteurs externes au milieu local, des parcelles peuvent être utiles pour mettre à plat qui détient quelles parcelles, avec ou sans délivrance de certificats fonciers ayant valeur juridique.

Pour le pastoralisme, garantir les couloirs de passage et l'accès aux points d'eau, limiter l'extension des champs dans les zones marginales, redéfinir des modes locaux d'arbitrage de conflits sont des façons de maintenir une complémentarité entre activités agricoles et pastorales, même là où la compétition pour l'espace entre agriculture et élevage s'accroît. La démarche des conventions locales, issues de négociations entre les différents acteurs ruraux, explicitant quelles sont les règles valables dans une zone donnée, et validées par l'administration sous réserve qu'elles respectent la législation, est une voie prometteuse.

... qui attendent un engagement de l'État

Même si elles sont encore en expérimentation, il existe une gamme de solutions pra-

tiques, simples, fondées sur les réalités locales et les modes locaux d'arbitrage. Par la négociation et la clarification des règles et par des arbitrages plus cohérents, elles favorisent des situations « gagnant gagnant ». Pour autant qu'elles soient officiellement reconnues par l'État, elles peuvent permettre une sécurisation effective, tout en facilitant les transactions et les évolutions.

Même si elles font leur chemin, ces approches demeurent encore trop souvent expérimentales, trop dans une logique de « projet ». Reste aux organisations paysannes à mieux les connaître, pour être capables de porter un jugement dessus. Reste aussi, et surtout, aux ruraux à mobiliser leurs représentants au sein des organisations paysannes et leurs élus locaux, pour réclamer une sécurisation effective, pour revendiquer l'intégration de ces approches dans les politiques foncières nationales, et obtenir enfin que l'État offre aux producteurs ruraux une réelle sécurisation foncière. ■

Le retour à la terre pour lutter contre le chômage au Congo

Le Congo, comme d'autres pays d'Afrique, voit les taux de chômage des jeunes augmenter à un rythme vertigineux. Les autorités encouragent le retour à la terre, mais les effets sont encore modestes.

Finis les emplois assurés par l'État. Le Congo, pays aux 70 000 fonctionnaires pour 3 millions d'habitants, connaît un chômage croissant. Principales cibles, les jeunes, alors que la démographie est galopante : plus de 50% des congolais ont moins de 15 ans.

Le chômage n'épargne personne, et surtout pas les jeunes diplômés. Déjà en 1991, le pays en comptait 15 000 sans emploi. La suppression de 8 000 postes de fonctionnaires, en avril 1994, et de nombreuses fermetures d'entreprises pour cause de guerres civiles pendant une décennie aggravent encore le situation.

Pour tenter de sortir les jeunes du chômage, les autorités congolaises lancent un appel pressant en faveur du retour à la terre,

avec des promesses de prises en charge. Les effets sont encore modestes : « *Changer de cadre de vie est une décision difficile, cela pose beaucoup de problèmes pour les jeunes* », explique le père Christian de la Bretesche, président du conseil d'administration du Forum des jeunes entreprises, une association de développement particulièrement dynamique. « *Ils se demandent comment ils seront accueillis au village, comment les amis eux-mêmes interpréteront cette décision, alors que le travail de la terre a longtemps été déconsidéré... Ce retour à la terre nécessite un travail d'accompagnement* », ajoute le père Christian. Il faut d'abord vaincre la méfiance des jeunes, fatigués par des promesses sans suite faites par les autorités : « *Au Congo, on a toujours promis la lune sans*

apporter d'assistance adéquate », constate Georges, un licencié en anglais. Gaston, diplômé en communication, est lui aussi réticent : « *J'ai papillonné d'un organe de presse à un autre, sans jamais être embauché. Malgré tout, je préfère rester à Brazzaville (la capitale). Retourner au village, c'est se barrer la route du progrès* », croit-il.

Question de survie

La misère et les terribles effets de la crise économique et sociale font quand même évoluer les points de vue. René, diplômé en gestion, a créé une modeste plantation de bananes dans le Mayombé, une forêt du département



Les amis du Pangolin, Congo

► du Kouilou, au sud du Congo. Il lui faut une bonne dose de courage pour mener à bien son projet. Premier obstacle : les difficultés d'écoulement de la production vers les villes et l'entretien de ses bananiers. Il cherche en vain un conseiller agricole et de quoi acheter un véhicule. « *Le financement n'est pas facile à obtenir dans ce pays où ceux qui ont de l'argent accordent peu d'intérêt aux activités agricoles.* » Même inquiétude chez Charles. Il voudrait planter des palmiers à huile dans la Sangha, au nord du Congo.

« *La terre y est tout à fait adaptée, mais il me manque le capital de départ.* »

Des jeunes sont pourtant déjà à pied d'œuvre à l'intérieur du pays. Le père Christian de la Bretesche, qui suit certains d'entre eux, témoigne. « *C'est une question de survie. En ville, ils crevaient de faim, sans compter les femmes et les enfants à nourrir. Quoiqu'il y ait des difficultés à vendre la production agricole, ils donnent maintenant un coup de main à ceux qui sont restés en ville.* »

Les plus ambitieux se dirigent vers les rares structures d'encadrement et d'appui aux initiatives économiques spécialisées dans l'octroi de crédit comme le Forum des jeunes entreprises, Agricongo, la Caisse féminine pour le développement agricole... Mais les responsables de ces structures déplorent que nombre de projets présentés manquent de consistance, ou sont inadaptés pour un pays dont le tissu économique reste faible. Paul Kampakol, comptable du Forum, témoigne : « *Nous recevons des jeunes qui nous présentent des projets inimaginables. Comment deux ou trois jeunes qui ont fini leurs études dans le domaine agronomique peuvent-ils croire qu'ils peuvent démarrer un projet avec 5 tracteurs et un terrain de 10 hectares, alors qu'ils n'ont aucune expérience dans la vie active ? C'est vraiment incroyable. Et nous enregistrons plusieurs cas de ce genre. Nous leur conseillons par la suite de commencer petit.* »

Avec seulement 2 % des terres cultivées pour une surface de 342 000 km², le Congo a une agriculture exsangue. La plupart des produits de première nécessité sont importés. Les fermes d'État, construites au temps du marxisme à grand renfort de subventions, sont improductives, sinon abandonnées. Brazzaville et Pointe-Noire concentrent désormais la moitié de la population du pays. ■

*Jean Valère Ngoubagoyi
président de l'ONG,
Les amis du Pangolin, Congo*

Le « Tueur » invisible frappe aussi les campagnes

Le sida fait rage au Congo. La crise économique et sociale, le déplacement massif des citadins vers les zones rurales favorisent la progression rapide de l'épidémie.

Si les guerres civiles ont saigné le Congo, le Sida a pris le relais. C'est aujourd'hui la première cause de mortalité dans une ville comme Pointe-Noire, ville du pétrole, à 510 km au sud de Brazzaville. La prostitution, appelée « mourincia » (exploiter l'homme par une fausse tendresse), y a pris des proportions inquiétantes. Une récente enquête du Programme national de lutte contre le sida (PNLS) révèle que 2 000 personnes y sont infectées chaque

année. Et 14% des décès chez les adultes de 15 à 49 ans sont dus au Sida. Cette pandémie serait la première cause d'hospitalisation. À Brazzaville, le taux des personnes infectées en 1998 était de 14%. Des chiffres en constante progression. Ce triste phénomène tient d'abord aux conflits successifs qui ont provoqué un déplacement massif des citadins vers des localités où le VIH était presque inexistant. Les viols, devenus monnaie courante, contribuent aussi à sa propagation.

Les femmes fidèles sans protection

De nombreux témoignages font état de la multiplication des cas de contamination de très jeunes filles démunies qui, contre des avantages matériels divers, ont des relations sexuelles avec des hommes plus âgés, infectés par le Sida. « *Pour de nombreuses femmes congolaises, le risque majeur de contamination vient du comportement sexuel du mari ou de leur partenaire habituel* », constatent les spécialistes du PNLS. Et d'ajouter que : « *Les femmes ayant une relation de type monoga-*